



CGT FINANCES PUBLIQUES



Montreuil, le 16 mai 2014

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

• dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63

PROJET NATIONAL DE MUTATION ET DE 1^{ÈRE} AFFECTATION DES CONTRÔLEURS : 1351 postes de catégorie B vacants dans l'ensemble du réseau DGFIP, C'EST INADMISSIBLE !

Le projet de mouvement général catégorie B administratifs et informatiques des deux filières vient de paraître. Il fait ressortir un déficit de 1351 agents.

C'est pire que lors du mouvement 2013 qui constituait déjà un triste record !

Les chiffres parlent d'eux même :

✿ Dans la Filière Gestion Publique :

- ce sont 758 emplois qui sont vacants : 523 en province et 235 en Ile de France.

- **Seulement 8 directions sur 124 font ressortir un solde des effectifs positif.**

- 42 directions ont un solde négatif d'emplois vacants supérieur à 5 (dont 31 directions ont un sous effectif entre 5 et 15 agents et 11 directions de plus de 15 agents).

C'est notamment le cas pour :

- ▶ Bouche du Rhône - 28 agents ;
- ▶ Gironde - 19 agents ;
- ▶ Isère - 19 agents ;
- ▶ Loire Atlantique - 12 agents
- ▶ Nord - 26 agents ;
- ▶ Bas Rhin - 15 agents
- ▶ Paris - 73 agents ;
- ▶ Val de Marne - 26 agents ;

✿ Dans la Filière Fiscale :

- ce sont 480 emplois qui sont vacants : 380 en province et 100 en Ile de France.

- **1 seule direction sur 135 fait ressortir un solde positif des effectifs.**

- 28 directions ont un solde négatif d'emplois vacants supérieur ou égal à 5 (dont 26 directions ont un sous effectif entre 5 et 15 agents et 2 directions de plus de 15 agents).

C'est notamment le cas pour :

- ▶ Alpes Maritimes -19 agents
- ▶ Bouche du Rhône - 15 agents ;
- ▶ Isère -14 agents ;
- ▶ Loire Atlantique - 8 agents
- ▶ Meurthe et Moselle - 9 agents
- ▶ Rhône -13 agents ;
- ▶ Paris - 29 agents ;
- ▶ Yvelines -10 agents ;

De plus, ces chiffres ne prennent pas en compte les agents actuellement à temps partiel et mutés qui sont comptés à temps complet. Selon une évaluation globale, cela représente l'équivalent de plus d'une centaine d'agents à ajouter à ce déficit.

Comment faire fonctionner les services dans ces conditions ? Sous-effectifs supérieurs à 1351 agents B, suppressions d'emplois de 30 000 agents depuis 2002... Ce sont des pans entiers de missions qui sont abandonnés : fusions des SIP, fusions des SIE, fermetures des trésoreries au public lorsque les effectifs du poste ne sont pas suffisants, fermetures de services au public une demi-journée par semaine, et ce n'est qu'un début.

De ce fait, devenant pérennes, il s'agit bien dans les faits de suppression d'emplois masquées qui se cumulent aux milliers de suppressions subies par les agents de la DGFIP ces dernières années.

Pour autant, ce n'est pas parce que la quasi totalité des directions sont en sous effectifs qu'elles sont ouvertes à mutations ; loin s'en faut !

Ainsi pour la CAPN des contrôleurs, la Direction Générale n'a pas jugé utile de prononcer la totalité des mouvements possibles, laissant ainsi un trop grand nombre de collègues loin d'une résidence désirée, et pourtant accessible car en sous-effectif !

Pour preuve, le taux de satisfaction des demandes de mutations B est seulement de 51%.

A tous ces agents, l'administration prouve une fois de plus son mépris. Ce sont eux qui subissent au quotidien les conséquences de ses choix : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous effectif permanent.

C'est encore eux qui voient leur droit à mutation remis en cause parce que l'administration justifie le blocage des mutations des agents de la DGFIP par la nécessité de répartir la pénurie d'effectif.

Le recrutement dans la catégorie B est donc encore une fois largement insuffisant. !

Les représentants des personnels de la CGT Finances Publiques exigent le recrutement immédiat de l'ensemble des lauréats des 2 listes complémentaires des concours interne et externe

Si l'administration recrutait à hauteur des besoins des services, de nombreux agents, dont certains se trouvent en grande difficulté ne seraient pas « bloqués » sur leur résidence actuelle et auraient obtenu leur mutation.

La CGT Finances publique réaffirme qu'elle mettra tout en œuvre pour que l'administration :

- ✓ stoppe les suppressions d'emplois et recrute à hauteur des besoins,
- ✓ pourvoie les postes vacants pour le fonctionnement des services tout en garantissant le droit à mutation des agents.
- ✓ appelle tous les lauréats des listes complémentaires des concours B.

Dés à présent, les élus de la CGT Finances Publiques recherchent, dans l'unité syndicale la plus large possible, les moyens de combattre cette situation intolérable en s'appuyant au besoin sur la mobilisation des personnels.

Ils seront porteurs de ces revendications lors de la CAPN qui se tiendra du 05 au 13 juin 2014.

